

Questions orales

Je répète que je ne ferai aucune déclaration susceptible de détourner l'attention du comité des finances, dont fait partie le député, des sujets dont il doit s'occuper.

Nous avons déclaré que nous voulions entendre ce que le comité des finances aurait à dire et que nous tirerions ensuite nos conclusions. Mais il est clair que notre position de base, à laquelle nous tenons, ne prévoit pas de taxe sur les produits alimentaires de base et les maisons non neuves.

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances.

Il sait pertinemment que tous les premiers ministres sans exception s'opposent à la taxe.

M. Clark (Yellowhead): Qu'ont-ils proposé?

M. Broadbent: Il n'ignore également pas que Joe veut une fois de plus ajouter son grain de sel. Du calme, Joe. J'espère que nous contrôlons mieux que cela notre politique étrangère, Votre Honneur.

• (1430)

Étant donné que les premiers ministres provinciaux sont en ville, et que le gouvernement fédéral et ces derniers doivent collaborer au maximum dans une question de ce genre, je voudrais poser au ministre une question au sujet de ce qu'il a déclaré, à savoir qu'en privé, les intéressés allaient l'inviter à aller de l'avant avec l'application de cette taxe. En ce qui a trait à la taxe, ils veulent, semble-t-il, éviter les critiques et n'intervenir dans le débat que plus tard. Le ministre pourrait-il nous préciser, ainsi qu'aux Canadiens, le nom du premier ministre provincial qui a fait les déclarations en question ou agir de façon honorable et retirer carrément ses observations.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Sauf erreur, j'ai répondu à cette question en réponse au chef de l'opposition. Dans ces observations formulées au cours de l'émission diffusée hier soir, j'ai signalé que les ministres des Finances fédéral et provinciaux avaient discuté pendant deux ans d'une proposition de réforme de la taxe de vente qui aurait la même structure que la taxe sur les produits et services. Cette dernière est une proposition fédérale seulement, alors que l'autre proposition, une taxe nationale de vente, serait en effort con-

joint du gouvernement fédéral et des provinces, mais tous les autres éléments sont fondamentalement les mêmes que ce dont nous discutons avec les provinces.

Or, à l'exception d'un seul, les ministres des Finances n'ont jamais déclaré qu'il fallait cesser de discuter de cette question. Il est devenu tout à fait évident, face au déroulement des discussions, que nous n'allions pas parvenir à trouver une solution au problème, et qu'il n'était pas nécessaire pour les provinces de modifier leur taxe de vente. Par ailleurs, il était manifeste que le gouvernement fédéral devait agir et c'est pourquoi nous avons décidé de procéder ainsi.

M. Broadbent: Monsieur le Président, le ministre parle bien, mais il ne répond toujours pas à la question. C'est faire une accusation très grave que de dire que tous les premiers ministres provinciaux induisent systématiquement la population en erreur. À l'instar de la vaste majorité des Canadiens, les ministres provinciaux ont vivement contesté la taxe. D'après le ministre des Finances, ils lui auraient dit d'aller de l'avant avec cette taxe.

Peut-il nommer un seul ministre provincial des Finances, un seul premier ministre provincial qui lui ait dit cela en privé, mais qui dit le contraire au peuple canadien? En tant que ministre des Finances, il a une réputation à maintenir, et s'il a l'intention d'accuser les premiers ministres de fourberie, il lui faut prouver ses dires.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, il est bien évident que je parle ici de la nécessité d'aller de l'avant avec le remplacement de l'actuelle taxe de vente fédérale par la taxe sur les produits et services. C'est exactement là la position adoptée par le Nouveau Parti démocratique, et vous avez dit maintes fois. . .

Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique hoche la tête. Je peux vous citer diverses occasions où des néo-démocrates parlant au nom de son parti, dont le critique en matière de finances pendant la dernière législature. . .

M. Broadbent: Quel premier ministre, Mike?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): . . . ainsi que le député de Regina, ont dit que l'actuelle taxe de vente fédérale est un véritable fouillis, qu'il importe de la remplacer, et c'est pourquoi il nous faut aller de l'avant avec cela.

Cela fait cinquante ans qu'on parle de remplacer cette taxe. Notre gouvernement va s'en charger.